
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 75

Bill 75

Loi concernant la Société générale
de financement du Québec

An Act respecting the General Investment
Corporation of Québec

Première lecture

First reading

M. SAINT-PIERRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 75

Loi concernant la Société générale de financement du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

[[**1.** Sa Majesté du chef de la Province de Québec est autorisée à acquérir les actions en cours de la Société générale de financement du Québec (ci-après appelée « la Société ») qui ne sont pas déjà la propriété de Sa Majesté.

2. Les conditions de l'achat, y compris le prix d'acquisition des actions et les modalités de paiement, sont agréées pour le compte de Sa Majesté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le prix d'achat peut être acquitté au moyen d'obligations ou autres valeurs de la province et, à cette fin, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à émettre de telles obligations et valeurs.

3. Les caisses populaires peuvent céder à Sa Majesté les actions qu'elles détiennent dans la Société, nonobstant l'entiercement de ces actions; le fiduciaire des actions entiercées est lié par cette cession et il est tenu, dès qu'elle a lieu, de livrer les actions à Sa Majesté.

4. Aucun titre émis par la Société ne peut être converti en actions de la Société, nonobstant toute convention contraire.

Bill 75

An Act respecting the General Investment Corporation of Québec

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

[[**1.** Her Majesty, in the right of the Province of Québec, is authorized to acquire the outstanding shares of the General Investment Corporation of Québec (hereinafter called "the company") which are not already owned by Her Majesty.

2. The conditions of purchase, including the price of acquisition of the shares and the terms and conditions of payment, shall be approved on behalf of Her Majesty by the Lieutenant-Governor in Council.

The purchase price may be paid by means of bonds or other securities of the Province and, for that purpose, the Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, authorize the Minister of Finance to issue such bonds and securities.

3. The credit unions may transfer to Her Majesty the shares held by them in the company, notwithstanding that such shares are held in trust; the trustee of the shares held in trust shall be bound by such transfer and must, as soon as it is made, deliver the shares to Her Majesty.

4. No security issued by the company may be converted into shares of the company, notwithstanding any agreement to the contrary.

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet autorise le gouvernement à acquérir les actions en cours de la Société générale de financement du Québec qui ne sont pas déjà sa propriété.

L'article 2 permet au gouvernement d'acquitter le prix d'acquisition au moyen d'obligations ou d'autres valeurs de la province.

L'article 3 permet aux caisses populaires de céder au gouvernement les actions qu'elles avaient dû entiercer après les avoir acquises.

Les articles 4 et 5 empêchent la conversion en actions de la Société d'obligations déjà émises de la Société mais permettent au gouvernement de garantir le paiement de ces obligations.

L'article 6, qui entrera en vigueur sur proclamation, convertira les actions à dividende différé de la Société détenues par Sa Majesté, en actions ordinaires.

L'article 7, qui entrera en vigueur sur proclamation, retranchera les dispositions de l'article 7 de la loi ayant trait aux actions à dividende différé.

L'article 8, qui entrera aussi en vigueur sur proclamation, aura le même effet et, en plus, réservera les actions non émises de la Société au gouvernement.

L'article 9, qui entrera en vigueur sur proclamation, retranchera dans l'article 9 de la loi les dispositions ayant trait aux actions à dividende différé.

Les articles 10 et 11 sont de concordance.

L'article 12, qui entrera en vigueur sur proclamation, réduira le nombre des administrateurs de la Société de 16 à 7.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill authorizes the Government to acquire the outstanding shares of the General Investment Corporation of Québec not already owned by it.

Section 2 empowers the Government to pay the price of acquisition by means of bonds or other securities of the Province.

Section 3 enables the credit unions to transfer to the Government the shares they have had to hold in trust after acquiring them.

Sections 4 and 5 prevent conversion into shares of the company of the bonds already issued by the company but enable the Government to guarantee payment of such bonds.

Section 6, which will come into force upon proclamation, will convert the deferred-dividend shares of the company held by Her Majesty into common shares.

Section 7, which will come into force upon proclamation, will remove section 7 of the act relating to deferred-dividend shares.

Section 8, which will also come into force upon proclamation, will have the same effect and, moreover, will reserve the unissued shares of the company for the Government.

Section 9, which will come into force upon proclamation, will delete from section 9 of the act the provisions relating to deferred-divided shares.

Sections 10 and 11 are concordance provisions.

Section 12, which will come into force upon proclamation, will reduce the number of directors of the company from 16 to 7.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital, intérêts et primes des débentures 8 pour cent, série B et des débentures 8 pour cent, série C, de la Société.

6. Les actions à dividende différé de la Société détenues par Sa Majesté sont converties en actions ordinaires.

7. L'article 7 de la Charte de la Société générale de financement du Québec (1962, chapitre 54), modifié par l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en retranchant les troisième et quatrième alinéas;

b) en retranchant, à la fin du cinquième alinéa, les mots « et à dividendes différés ».

8. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Les actions de la Société non déjà émises sont réservées à Sa Majesté du chef de la Province de Québec. »

9. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1969 et l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1971, est de nouveau modifié en retranchant le cinquième alinéa.

10. L'article 10 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre 72 des lois de 1969, est abrogé.

11. L'article 13 de ladite loi est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, après le mot « entières », les mots « à Sa Majesté du chef de la province de Québec ou ».

12. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « seize » par le mot « sept ».

5. The Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, guarantee payment of the capital, interest and premiums of the 8 per cent, series B debentures and 8 per cent, series C debentures of the company.

6. The deferred-dividend shares of the company held by Her Majesty shall be converted into common shares.

7. Section 7 of the Charter of the General Investment Corporation of Québec (1962, chapter 54), amended by section 1 of chapter 78 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by striking out the third and fourth paragraphs;

(b) by striking out the words "and deferred-dividend" in the third and fourth lines of the fifth paragraph.

8. Section 8 of the said act is replaced by the following:

"**8.** The shares of the company not already issued shall be reserved for Her Majesty in the right of the Province of Québec."

9. Section 9 of the said act, amended by section 2 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, section 1 of chapter 72 of the statutes of 1969 and section 2 of chapter 78 of the statutes of 1971, is again amended by striking out the fifth paragraph.

10. Section 10 of the said act, amended by section 3 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967 and by section 2 of chapter 72 of the statutes of 1969, is repealed.

11. Section 13 of the said act is amended by inserting after the word "trust" in the second line of the fourth paragraph the words "to Her Majesty in the right of the Province of Québec or".

12. Section 15 of the said act, amended by section 5 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the word "sixteen" in the third line by the word "seven".

Les articles 13 et 14, qui entreront en vigueur sur proclamation, feront disparaître le mode présent d'élection des administrateurs.

L'article 15 pourvoit à la tenue d'une assemblée générale des actionnaires de la Société, dès que le nombre des administrateurs aura été réduit, pour élire les nouveaux administrateurs; il prolonge la durée des fonctions des seize administrateurs présents jusqu'à la date de cette assemblée.

Sections 13 and 14, which will come into force upon proclamation, will remove the present method for election of the directors.

Section 15 provides for the holding of a general meeting of the shareholders of the company, as soon as the number of directors is reduced, to elect the new directors; it extends the term of office of the sixteen existing directors until the date of that meeting.

13. L'article 18 de ladite loi est abrogé.

13. Section 18 of the said act is repealed.

14. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, est abrogé.

14. Section 19 of the said act, amended by section 6 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

15. Aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'article 12, le secrétaire de la Société convoquera et tiendra une assemblée générale des actionnaires aux fins d'élire les nouveaux administrateurs de la Société. Les administrateurs en fonction à ladite date continueront de l'être jusqu'à la date de cette assemblée.

15. As soon as possible after the date of the coming into force of section 12, the secretary of the company shall call and hold a general meeting of the shareholders to elect the new directors of the company. The directors in office on such date shall continue in office until the date of such meeting.

16. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

16. The amounts the government may be called to pay under such guarantees shall be taken out of the consolidated revenue fund.

17. Les articles 6 à 9 et 12 à 14 entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

17. Sections 6 to 9 and 12 to 14 shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.]]

18. This act shall come into force on the day of its sanction.]]